

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

AO / ASSURANCES N° 04-2025



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES "OUVERT" CONFORMEMENT A L'ARTICLE L2124-2 ET AUX ARTICLES R 2124-2, R2161-2° A R2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

ARRETE DU 19 JUILLET 2018 PORTANT REGLEMENTATION SUR LES MARCHES PUBLICS DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE

MARCHE RELATIF A LA SOUSCRIPTION D'UN CONTRAT D'ASSURANCES "ANNULATIONS" POUR LES BESOINS DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'HERAULT

**Acheteur:**

LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'HERAULT  
139, avenue de Lodève  
34943 MONTPELLIER Cedex 9

**Date et heure limites de réception des candidatures et des offres :**

Lundi 07 Juillet 2025 – 12H00 (délai de rigueur)

## Sommaire

<b>PREAMBULE</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - PROCEDURE DE PASSATION</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 - SOUS-TRAITANCE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHÉ</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 - PARTIES CONTRACTANTES</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7 - MODIFICATION DU CONTRAT</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 8 - DUREE DU MARCHÉ</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 9 - RESPONSABILITE ET ASSURANCE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 10 - SUIVI DE L'EXECUTION</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 11 - DETERMINATION ET REVISION DES PRIX</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 12 - MODALITES DE PAIEMENT</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 13 - DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 14 - OBLIGATION DE SECRET PROFESSIONNEL ET DE CONFIDENTIALITE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 15 - CONDITIONS DE RESILIATION</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 16 - DIFFERENDS ET LITIGES</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 17- DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 18 - DISPOSITIONS CONCERNANT L'EMPLOI DE SALARIES ETRANGERS</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 19 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 20 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 21 - CLAUSE RGPD (REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES)</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 22 - DEROGATION AU CCAG-FCS</b>	<b>14</b>

➔ **PREAMBULE**

**Présentation de VACAF**

VACAF est chargé de mutualiser les moyens des Caf pour promouvoir le tourisme social, les vacances familiales, les vacances des enfants et l'accompagnement des familles notamment celles qui rencontrent des difficultés sociales.

VACAF a donc pour objectif de faciliter l'accès aux vacances du plus grand nombre de familles et d'enfants. Et favoriser la mixité sociale dans les structures de vacances par le brassage des publics accueillis.

VACAF est une mission nationale Cnaf dont la gestion a été confiée à la Caf de l'Hérault. Les Caf adhèrent volontairement à VACAF pour tout ou partie de leurs dispositifs d'aides aux vacances.

Au 1<sup>er</sup> Janvier 2025, VACAF compte 97 organismes adhérents : 96 Caf et 1 MSA

VACAF met à disposition de ses adhérents une offre de service visant à :

Faciliter l'accès aux vacances du plus grand nombre de familles et d'enfants

- Par des aides incitatives accordées dans le cadre des dispositifs
- Par des aides proportionnelles au coût du séjour
- Par le choix du mode et du lieu de vacances
- Par une simplification des règlements et de la gestion

Favoriser la mixité sociale d'accueil dans les structures de vacances par le brassage des publics accueillis :

- Par des aides accordées aux familles fragilisées par un événement de vie et aux familles modestes.

Garantir la qualité d'accueil des familles allocataires dans les 2500 structures de vacances labellisées qui ont signé un cahier des charges et une convention :

- Par des services et animations utiles aux familles (activités enfants et adultes, possibilité de restauration, garde d'enfants).

**Objet de la consultation**

Pour répondre aux besoins du service VACAF, il y a lieu de couvrir par un mécanisme d'assurance l'aide AVF (aide aux vacances familiales) versée aux partenaires hébergeurs en cas d'annulation à moins d'un mois du début du séjour ou de non présentation des familles.

**ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE :**

(« Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale » ).

- La présente consultation est dévolue en application des dispositions du Code de la commande publique en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2019.
- Le présent marché porte sur la **souscription d'un contrat d'assurance "Annulation" pour les besoins de la CAISSE D'ALLOCATION FAMILIALE DE L'HERAULT.**

**ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION**

Le marché est passé par la CAF DE L'HERAULT sous forme de marché en procédure appel d'offres "ouvert" conformément aux articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique (CCP).

**ARTICLE 3 : SOUS-TRAITANCE**

(Articles L2193-1 à L2193-14 du CCP).

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, à condition expresse d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit, dans la dite offre, fournir, une déclaration (formulaire DC4) mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation de prix
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant

Il doit lui remettre également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans le cas où la demande de sous-traitance est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial contenant les renseignements susmentionnés, dans les conditions des articles R2193-3 et R2193-4 du CCP.

**ARTICLE 4 : ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ :**

(Articles R2113-1 à R2113-3 du CCP).

Le marché porte sur le lot suivant :

- LOT UNIQUE : Assurance annulation, (CPV66515411-7 services d'assurance pertes pécuniaires)

**ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHÉ :**

Ce marché est soumis aux dispositions du CCP.

Par dérogation aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes et ceci par ordre de priorité :

**PIECES PARTICULIERES :**

- 1) L'acte d'engagement et les annexes techniques détaillant l'offre
- 2) Le présent CCAP (Cahier des clauses administratives particulières) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la CAF DE L'HERAULT fait seule foi, et son annexe
- 3) Le CCTP (Cahier des clauses techniques particulières) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la CAF DE L'HERAULT fait seule foi
- 4) L'offre technique et financière du titulaire (le contrat d'assurances avec les conventions spéciales et les conditions générales).

**PIECES GENERALES :**

- 1) Le code des assurances.
- 2) Le Code de la commande publique (CCP) en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2019
- 3) La circulaire du 24 décembre 2007 relative à la passation des marchés d'assurances.
- 4) Le cahier des clauses administratives générales relatif aux fournitures courantes et services (CCAG - FCS) en vigueur.

**PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE**

Par dérogation à l'article 4.2 du C.C.A.G. FCS, l'acheteur public notifiera au titulaire, contre reçu, une copie de l'acte d'engagement uniquement, celui-ci l'engageant sur l'ensemble des pièces constitutives du marché listé ci-dessus.

**ARTICLE 6 : PARTIES CONTRACTANTES :**

D'une part : La CAF DE L'HERAULT, le représentant de l'acheteur public étant MONSIEUR THIERRY MATHIEU , DIRECTEUR DE LA CAF DE L'HERAULT.

Et d'autre part, le prestataire dont l'acte d'engagement a été signé, dénommé ci-après, le "titulaire".

À compter de la date d'effet du marché, le comptable public assignataire est MADAME FREDERIQUE NICOLAI, DIRECTRICE COMPTABLE ET FINANCIERE DE LA CAF DE L'HERAULT

**ARTICLE 7 : MODIFICATION DU CONTRAT**

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, et selon les modalités suivantes, à savoir qu'un avenant sera conclu avec le titulaire du marché pour tenir compte de modifications relatives au périmètre à assurer, à la durée et aux conditions financières du marché.

**ARTICLE 8 : DUREE DU MARCHÉ :**

Le marché est conclu pour une durée ferme de DEUX ANS sachant que le terme définitif du marché est fixé au 31 décembre 2027 minuit.

Les contrats sont résiliables à chaque date d'échéance annuelle par chacune des parties moyennant un préavis de 6 mois par chacune des parties.

Date d'effet du marché : 1<sup>er</sup> janvier 2026 à 0 heure.

**ARTICLE 9 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE :**

Le titulaire doit être garanti par une police destinée à couvrir l'intégralité de sa responsabilité civile pour tout dommage corporel, matériel et immatériel, consécutif du fait de la prestation en cours ou après sa réception.

Avant la notification du présent marché, le titulaire fournira une attestation justifiant l'ensemble de ces garanties émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi qu'une attestation de paiement de ses primes d'assurance.

**ARTICLE 10 : SUIVI DE L'EXECUTION****10.1 - État des sinistres**

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est tenu d'envoyer, une fois par mois, des fichiers sous format Excel retraçant la sinistralité détaillée et chiffrée de l'assuré.

**10.2 - Interlocuteur dédié**

Il est indispensable que pendant toute la durée du marché, l'acheteur ait un interlocuteur dédié.

En cas de changement d'interlocuteur tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à en informer l'acheteur dans les plus brefs délais.

La personne remplaçante devra avoir une expérience et des compétences équivalentes.

Elle est considérée comme acceptée si l'acheteur ne la récusé pas dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la proposition du remplaçant par l'acheteur.

**ARTICLE 11 : DETERMINATION ET REVISION DES PRIX :**

(Articles R2112-5 à R2112-18 du CCP)

Chaque année, la prime définitive sera fixée par avenant de régularisation établi par l'assureur suite à la communication de l'assiette de prime de l'année N-1,.

Le titulaire devra justifier précisément du calcul des primes et des taxes.

**11.1 - Prime annuelle :**

Les prix arrêtés comprennent l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation de la prestation, toutes les taxes, charges et frais compris, et d'une manière générale toutes les dépenses nécessaires à l'exécution du présent marché.

Le tarif des prestations est fixé dans la tarification figurant dans l'acte d'engagement, proposée par le titulaire lors de la soumission au présent marché. Le titulaire retient pour calculer le prix à payer la quantité à l'origine du marché indiquée à l'acte d'engagement. La prime ou cotisation des échéances à venir sera calculée sur la base de l'état ou de la situation arrêtée au 1<sup>er</sup> décembre précédent l'échéance. La prime provisionnelle ne pourra être émise avant le mois de janvier de l'année concernée.

La prime annuelle est fixée par avenant de régularisation établi par le titulaire.

**11.2 - Révision :**

Le tarif de référence des prestations est celui indiqué dans la tarification figurant dans l'acte d'engagement, proposée lors de la soumission au présent marché.

À chaque échéance, la prime ou cotisation fixe ne pourra évoluer qu'en fonction de de l'évolution des paramètres de tarification mentionné à l'acte d'engagement

**11.3 – Aggravation du risque / Dégradation de la sinistralité**

En cas d'aggravation du risque ou de dégradation de la sinistralité, le titulaire pourra adresser à l'acheteur une proposition de révision tarifaire et/ou technique par lettre recommandée avec accusé de réception.

A réception, l'acheteur disposera d'un délai d'un mois pour accepter ou refuser les nouvelles conditions.

En cas de refus et conformément à l'article 15 du présent CCAP, l'acheteur pourra résilier le contrat d'assurance sous réserve d'un préavis de 6 mois.

Le titulaire calculera un prorata de prime pour la période du 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée à la date d'effet de la résiliation sur les bases tarifaires initiales

**ARTICLE 12 : MODALITES DE PAIEMENT :**

Le mode de règlement est le virement bancaire.

Les factures sont établies en un seul original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la référence de l'accord-cadre,
- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire ou postal (dans le cas contraire joindre un R.I.B. ou un R.I.P.),
- les prestations exactement définies,
- les montants H.T., T.V.A. et T.T.C.,
- la date de facturation,

Elles doivent être libellées à l'ordre de :

**Monsieur le Directeur de la Caisse d'allocations familiales de l'Hérault**

Et adressées via la plateforme **CHORUS PRO** en mentionnant les indications suivantes :

SIRET de la Caf de l'Hérault : 534 089 529 00018

Code Service : VACAF

#### **ARTICLE 13 : DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES :**

(Articles R2192-10 à R2192-37 du CCP).

Le défaut de paiement dans le délai réglementaire de 30 jours, à compter de la réception de la facture établie conformément au CCAP, fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement. Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de refinancement de la banque centrale européenne (BCE) en vigueur majoré de huit points. Ce retard donne également lieu au profit du titulaire au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement égale à 40 €

#### **ARTICLE 14 : OBLIGATION DE SECRET PROFESSIONNEL ET DE CONFIDENTIALITE**

Le titulaire des contrats d'assurances et son personnel sont tenus à l'obligation du secret professionnel (article 226-13 du code pénal) et à une obligation absolue de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils pourraient avoir connaissance au cours de l'exécution desdits contrats.

Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets, comme toute remise de documents ou d'informations à des tiers, sauf accord préalable de l'acheteur ou dans le cadre d'une action subrogatoire

Sans impactes sur les recours liés au préjudice; en cas de violation des prescriptions du présent article, l'acheteur se réserve le droit de prononcer la résiliation immédiate de tous les contrats d'assurances.



**ARTICLE 15 : CONDITIONS DE RESILIATION :**

Outre les cas de résiliation énoncés à l'article 7 du présent CCAP, le marché peut être résilié dans les cas suivants sous réserve d'un préavis de 6 mois à compter de la décision prise :

Par l'acheteur :

- en cas de refus de l'augmentation des primes hors variation des indices
- en cas de modification substantielle des conditions du marché par le titulaire.

Par le Titulaire :

- En cas de non-paiement des primes

Sans compromettre les recours liés au préjudice, en cas de violation des prescriptions du présent article, l'acheteur se réserve le droit de prononcer la résiliation immédiate du contrat d'assurances

**ARTICLE 16 : DIFFERENDS ET LITIGES :**

Conformément aux dispositions du Code des Assurances et du Code de la commande publique, toute difficulté d'interprétation ou tout contentieux concernant l'exécution du présent marché qui ne pourrait être surmonté d'un commun accord sera soumise à la juridiction dont dépend le siège de l'acheteur public.

**ARTICLE 17 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE****17.1 Vérifications périodiques de la régularité de la situation du TITULAIRE**

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D. 8222-5 du Code du travail, l'acheteur se fait remettre, par le titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (article D.8222-5-1° du code du travail) ;
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis),

Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,

Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,

Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D. 8222-7 du Code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le titulaire devra adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, seront déposés par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la Caf de l'Hérault à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

## **17.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées**

- A) En cas de non remise des documents mentionnés à l'article 17.1,
- B) En cas d'absence de régularisation de sa situation irrégulière suite au signalement par un agent de contrôle auprès de l'acheteur,

L'acheteur peut soit :

- ✓ Appliquer les pénalités prévues à l'article L. 8222-6 du Code du travail, dont le montant est fixé à 5 % du montant exécuté du marché qui ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail,
- ✓ Résilier par courrier recommandé avec avis de réception, le présent marché, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas A), une mise en demeure est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, elle est assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés, à compter de la date de sa notification. À défaut de fourniture des documents, la personne prend une décision de résiliation dont la date est précisée dans le courrier de résiliation ou applique les pénalités.

Dans le cas B), la procédure suivie est celle décrite à l'article L.8222-6 du Code du travail.

## **ARTICLE 18 : DISPOSITIONS CONCERNANT L'EMPLOI DE SALARIES ETRANGERS**

Pour les entreprises soumises au code du travail français, le titulaire doit remettre tous les six mois la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas de non remise de la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, l'acheteur peut résilier par courrier recommandé avec avis de réception, le présent marché, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

Une mise en demeure sera notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, elle est assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés, à compter de la date de sa notification. À défaut de fourniture des documents, la personne prend une décision de résiliation dont la date est précisée dans le courrier de résiliation.

#### **ARTICLE 19 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Les obligations en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, visées à l'article 6 du CCAG-FCS, s'imposent au titulaire.

Le titulaire doit être en mesure de justifier le respect des obligations susvisées en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail pendant l'exécution du marché, en fournissant sur simple demande de l'acheteur, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants le respect des obligations et dispositions considérées.

Le titulaire s'engage à faciliter un éventuel contrôle sur les sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l'acheteur.

#### **ARTICLE 20 : CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE**

##### **20,1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale**

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec avis de réception à l'acheteur

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

##### **20,2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale**

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire ...), il convient d'établir un avenant de transfert entre l'acheteur et le nouveau titulaire. Des documents tels qu'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, ou une copie de l'extrait du journal d'annonces légales, un nouveau RIB seront à fournir.

L'acheteur vérifie que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers, techniques et professionnels lui permettant d'assurer la continuité du marché. Il s'assure de la production des documents prévus aux articles L2142-1 et R2144-1 à R2144-7 du CCP.

**ARTICLE 21 : CLAUSE RGPD (REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES)****Obligations relatives au Règlement Européen sur la protection des données 2016/679 applicables à compter du 25 mai 2018**

Dans la mesure où le prestataire attributaire du marché aura accès et traitera de données à caractère personnel pour le compte, sur instruction et sous l'autorité de l'acheteur, il devra se conformer aux dispositions de l'article 28 du RGPD relatif à la sous-traitance de données. Ainsi, lorsque le prestataire interviendra en tant que sous-traitant dans la mise en œuvre des traitements de données personnelles pour le traitement du courrier et la gestion électronique des documents, il devra offrir des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du présent règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

**1° Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement**

Conformément au Règlement Européen sur la protection des données 2016/679, le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance, prévues dans le CCTP
2. traiter les données **conformément aux instructions** du responsable de traitement.
3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Il s'interdit de transférer hors de l'acheteur les données personnelles auxquelles il a eu accès, en dehors des consignes données par le responsable du traitement.

**5. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

**6. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant contribuera à apporter son concours pour toute consultation préalable de l'autorité de contrôle.

## 7. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les moyens permettant de garantir la confidentialité des données dont il a connaissance.

## 8. Responsable en charge de la protection des données

À compter de la mise en œuvre du Règlement Général de la Protection des Données (RGPD), le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, désigné conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

## 2° Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données nécessaires au traitement visées au CCTP
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant

Le titulaire du présent marché public peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur public de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information qui peut être effectuée dans la déclaration de sous-traitance, doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitances. L'acheteur dispose d'un délai de 21 jours à compter de la date de réception de la déclaration de sous-traitance contenant cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur public n'a pas émis d'objection pendant le délai susmentionné. Lorsque le sous-traitant est présenté au moment du dépôt de l'offre, la notification du marché public vaut non opposition de l'acheteur à la sous-traitance des activités de traitement de données indiquées dans la déclaration de sous-traitance.

## ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU CCAG - FCS

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

ARTICLE DU CCAP	LIBELLE DE L'ARTICLE	NATURE DE LA DEROGATION	ARTICLES DU CCAG/FCS
5	Pièces constitutives du marché	Ordre des pièces & restriction sur le contenu de l'offre du titulaire contractualisé	4.1
8	Durée du marché	Durée du marché	13
15	Conditions de résiliation	Motifs de résiliation	38 à 42